

# INVITATION

Jeudi **17** novembre 2016 | 18h30 | Salle MR 280 – UNI MAIL

Dans le cadre du programme **Religions et gouvernance globale: comprendre, négocier et gérer la diversité culturelle et religieuse**, le Centre de formation continue et à distance vous convie au panel intitulé

## Quelle gouvernance globale face aux religions? Perspectives sur les modèles suisse et français

### PROGRAMME

Accueil par le Prof. Dominique Jaillard, Unité d'histoire des religions, Faculté des lettres, Université de Genève

**Gouvernance et religions : défis pour la promotion de la paix** par le Dr Jean-Nicolas Bitter (DFAE)

**Laïcité ou nouvelle religion nationale ? Le contre-exemple de la France** par le Prof. Jean-François Bayart (IHEID)

Débat avec le public

### INSCRIPTION

Entrée libre, **inscription souhaitée** par mail (en indiquant, nom, prénom, adresse, téléphone) avant le **16 novembre** à [cas-religions@unige.ch](mailto:cas-religions@unige.ch)

[www.unige.ch/formcont/Religions-Gouvernance](http://www.unige.ch/formcont/Religions-Gouvernance)



## RÉSUMÉ DES CONFÉRENCES

### **Gouvernance et religions: défis pour la promotion de la paix**

**Dr Jean-Nicolas Bitter**, expert indépendant, conseiller principal sur Religion, politique et conflits au Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération helvétique

Dans la gouvernance au niveau international, que ce soit dans les domaines de l'humanitaire, du développement ou de la diplomatie, les acteurs politiques à référence religieuse ont été, pendant plusieurs décennies, largement ignorés. La majorité des intervenants dans ces domaines pensait que la «sécularisation» allait progressivement faire disparaître les religions du domaine public et les cantonner à la sphère privée. Cependant, les études récentes montrent que ce pronostic n'est validé qu'exceptionnellement tant sur le plan national qu'international. De ce fait, il devient nécessaire d'améliorer nos outils pour aborder cette problématique dans les domaines de la gouvernance (inter)nationale et de mieux comprendre les difficultés qui peuvent survenir lors de discussions avec des acteurs politiques à référence religieuse.

Dès lors, quels sont les défis que la Suisse et la communauté internationale doivent-elles relever? comment penser et agir dans les contextes internationaux actuels? quelles sont les ressources que la Suisse possède pour faire face au contexte actuel? L'exposé tentera de donner quelques repères pour réfléchir et agir dans les domaines de la gouvernance (inter)nationale dans un objectif de promotion de la paix.

### **Laïcité ou nouvelle religion nationale? Le contre-exemple de la France**

**Prof. Jean-François Bayart**, spécialiste de sociologie historique et comparée du politique, professeur à l'Institut de hautes études et du développement de Genève, titulaire de la chaire Yves Oltramare Religion et politique dans le monde contemporain. Il publie en novembre 2016 *Les Fondamentalistes de l'identité. Laïcisme versus djihadisme*, Paris, Karthala.

La question identitaire fait florès en Europe. Elle s'est substituée à la question sociale et politique. L'immigré, de travailleur, est devenu musulman, et l'islam s'est mué en nouvel ennemi de l'intérieur, en remplacement du communisme défunt. En France, l'idée laïque, constitutive de la loi de 1905 actant la séparation des cultes et de l'Etat et la neutralité de celui-ci en matière religieuse, s'est transformée en idéologie laïciste et en religion nationale, mettant l'islam sous contrôle politique. La République française en revient à une définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté en promouvant une laïcité dont les racines «judéo-chrétiennes» sont exaltées.

Djihadistes et laïcistes sont devenus des ennemis complémentaires. Ils se renforcent mutuellement de leur haine réciproque. A leur manière respective, ils entendent réduire la «zone grise» des citoyens qui ne se reconnaissent ni dans la nouvelle religion nationale ni dans la guerre sainte. Qui sème le vent culturaliste récolte la tempête identitaire.